

## En réponse à la mobilisation de la société civile, 57 chefs d'Etat de la Francophonie prennent un engagement sans précédent contre la marchandisation de l'éducation

Communiqué de presse conjoint de 58 organisations, 2 Décembre 2016

**(Antananarivo, Nairobi, Ouagadougou, Paris, Port-au-Prince, Québec, Rabat)** Alors que 57 chefs d'Etat et de gouvernement de la Francophonie se sont inquiétés dimanche dans une [déclaration commune](#) sans précédent du développement de la commercialisation de l'éducation et ont réaffirmé leur engagement en faveur d'une éducation publique de qualité, un groupe de 302 organisations originaires de 38 [pays de l'espace francophone](#) lance cette semaine un *Appel de la société civile francophone contre la marchandisation de l'éducation*.

Cet appel représente une mobilisation exceptionnelle de la société civile francophone, en réponse à la [vague de privatisation inédite](#) de l'éducation à travers le monde.

*« De nombreux pays en Afrique ont vu le nombre d'écoles privées exploser durant la dernière décennie, en particulier des écoles à bas coût, de mauvaise qualité, visant les populations les plus pauvres. Depuis 2000, la proportion d'élèves scolarisés dans le privé en primaire est passé, par exemple, passée de 10% à 17% au Burkina Faso et a quintuplé en Mauritanie »* s'inquiète Samuel Dembelé, président du Réseau africain de campagne sur l'éducation pour tous.

De même, au [Maroc](#), où la part de l'enseignement privé a [plus que triplé](#) en seulement quinze ans, *« l'Etat a failli à son rôle de garantir une école pour tous. Aujourd'hui l'Etat marocain encourage la privatisation et la marchandisation de l'éducation comme solution aux défis éducatifs du pays. Le Chef de gouvernement a même déclaré que le moment était venu pour que l'Etat lève la main sur l'éducation et la santé »*, déclare Ibtissam Mzibri, Secrétaire générale du Mouvement Anfass Démocratique (Maroc).

Or, *« il a été montré à travers des recherches dans de nombreux pays que la privatisation de l'éducation a des effets désastreux en termes de qualité des contenus éducatifs, de ségrégation et d'inégalités socio-économiques, et donc pour la réalisation des droits de l'Homme, ce qui contrevient aux obligations juridiques des Etats, »* regrette Sylvain Aubry, de l'Initiative mondiale pour les droits économiques, sociaux et culturels.

L'*Appel de la société civile francophone contre la marchandisation de l'éducation* met en garde contre les différentes formes de [marchandisation](#) dans les secteurs de l'éducation formelle et non formelle, et dénonce la transformation de l'éducation en un produit marchand. Il appelle notamment les Etats à:

- mettre en place un système d'éducation publique de qualité et entièrement gratuit,
- réguler l'enseignement privé,
- éliminer les établissements d'enseignement à but commercial.

*« Cet Appel démontre que la privatisation de l'éducation est un enjeu crucial à travers le monde, et il constitue un important outil de solidarité, pour nous qui agissons au quotidien en Haïti pour re-développer notre système éducatif public, alors que près de 80% des établissements scolaires sont privés! Cela est dû à des décennies d'abandon de l'éducation publique par le gouvernement, et au soutien au secteur privé des bailleurs internationaux tels que la Banque Mondiale et le Partenariat Mondial pour l'Éducation »* précise Mona Bernadel du Programme Collectif pour le Développement de l'Éducation et du Dialogue Social en Haïti.

Dans ce contexte, la [Déclaration d'Antananarivo](#), signée au terme du [Sommet de la Francophonie 2016](#) qui s'est tenu à Madagascar les 26 et 27 novembre, et qui reprend une grande partie des revendications de la société civile francophone, constitue un engagement politique majeur. Les 57 Etats membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) signataires de la Déclaration s'inquiètent notamment au paragraphe 39 du « développement des établissements scolaires et éducatifs à but commercial ».

*« Nous sommes particulièrement inquiets vis-à-vis des chaînes d'écoles privées à but commercial, telles que l'entreprise [Bridge International Academies](#), qui a plus de 400 écoles au Kenya, en Ouganda, et au Libéria, et promeut un modèle d'éducation de mauvaise qualité et hyper-standardisé »,* dénonce Carole Coupez de Solidarité Laïque. *« Si les pays francophones n'ont pas encore été aussi affectés par ces chaînes d'écoles, il est important qu'ils se mobilisent en amont, et qu'ils promeuvent au niveau international un autre modèle éducatif qui garantisse la justice sociale et la dignité de tous ».*

Les Etats de la Francophonie demandent également à l'OIF de « prendre des mesures pour promouvoir des dispositifs institutionnels efficaces de régulation des acteurs privés de l'éducation, afin de garantir la qualité et l'équité des services éducatifs », « en collaboration avec la société civile ».

Sonia Chebbi, de la Fédération Internationale des Céméa (Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active) souligne que *« les signataires de l'Appel attendent maintenant de l'OIF qu'elle mette en œuvre sans ambiguïté cette demande claire des Etats : agir pour mettre en place une régulation efficace des acteurs privés. Il est crucial de renforcer le travail conjoint de la société civile, de l'OIF et des Etats pour défendre et protéger les systèmes éducatifs publics de qualité dans les secteurs de l'éducation formelle et non formelle ».*

*« La mobilisation de tous doit en effet se poursuivre après cette étape importante. Nous attendons notamment des États donateurs qu'ils soutiennent les pays partenaires dans le développement de systèmes éducatifs publics de qualité et dans la régulation des acteurs privés de l'éducation »* insiste Hélène Ferrer, coordinatrice de la Coalition Education en France.

Luc Allaire, Secrétaire général du Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation conclut : *« L'éducation de qualité pour tous ne pourra être atteinte que grâce à un service public d'éducation obligatoire, gratuit et universel. Il s'agit d'un levier incontournable pour mettre un terme aux inégalités scolaires qui sont accentuées par la privatisation et la marchandisation de l'éducation, tant dans les pays du Nord que dans les pays du Sud. »*

## Documents clés

- Appel de la société civile contre la marchandisation de l'éducation : <http://bit.ly/2fKNPmL>
- Appel version courte : <http://bit.ly/2gZ25gN>
- Résumé de l'Appel contre la marchandisation de l'éducation : <http://bit.ly/2gchl5R>
- Carte des organisations signataires de l'Appel contre la marchandisation de l'éducation : <http://bit.ly/2gE2gOj>
- Déclaration d'Antananarivo : <http://bit.ly/2gMyRS5>
- Informations en français sur la privatisation de l'éducation : <http://bit.ly/privfr> et <http://bit.ly/2bgvvQj>

## A propos du Réseau francophone contre la marchandisation de l'éducation

Ce réseau informel a été initialement impulsé par six organisations (la Coalition Education, le Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation, la Fédération internationale des Céméa, l'Initiative mondiale pour les droits économiques, sociaux et culturels, le Right to Education Project, et Solidarité Laïque) à l'occasion d'un [colloque](#) en mars 2016. Il comprend désormais près de 302 organisations qui ont signé l'Appel de la société civile contre la marchandisation de l'éducation. Le Réseau œuvre à assurer une réflexion et une mobilisation collective sur le rôle croissant et l'impact des acteurs privés dans l'éducation formelle et non-formelle à travers le monde francophone, en réunissant dans leur diversité les acteurs de l'éducation (ONG, associations, médias, enseignants-e-s, éducateurs et éducatrices, syndicats, chercheur.e.s ...).

## Contacts

Pour toute demande d'information ou d'entretien, contacter Ekaterina Mikhaylova à [nevendezpasleducation@gmail.com](mailto:nevendezpasleducation@gmail.com), téléphone : +33 7 83 21 57 74.

## Signatures



#	Organisation	Pays	Contacts
1.	Amnesty International Mali	Mali	<a href="mailto:saloum.traore@amnestymali.org">saloum.traore@amnestymali.org</a> <a href="mailto:hamane.toure@amnestymali.org">hamane.toure@amnestymali.org</a>
2.	Amnesty International/ Section Sénégalaise	Sénégal	<a href="mailto:aminata.dieye@amnesty.sn">aminata.dieye@amnesty.sn</a>
3.	ANCEFA	International	<a href="mailto:dembele_sam@hotmail.com">dembele_sam@hotmail.com</a>
4.	Association Tchadienne pour le Bien Etre Familial	Tchad	<a href="mailto:noel.ouaimane@yahoo.fr">noel.ouaimane@yahoo.fr</a>
5.	BANI BA HAW	Niger	<a href="mailto:almoctar.illou@gmail.com">almoctar.illou@gmail.com</a>
6.	Campagne Mondiale pour l'Éducation	International	<a href="mailto:anjela@campaignforeducation.org">anjela@campaignforeducation.org</a>
7.	Carrefour de la Famille Marocaine	Maroc	<a href="mailto:yamlahi_khadija@yahoo.fr">yamlahi_khadija@yahoo.fr</a>
8.	CEMEA France	France	<a href="mailto:isabelle.palanchon@cemea.asso.fr">isabelle.palanchon@cemea.asso.fr</a>
9.	CEMEA HAITI	Haïti	<a href="mailto:cemeahaiti@yahoo.fr">cemeahaiti@yahoo.fr</a>
10.	Centre d'Actions pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Durable (CASAD-BENIN)	Benin	<a href="mailto:a.olounlade@casad-benin.org">a.olounlade@casad-benin.org</a>
11.	Centre d'assistance à la diffusion des méthodes d'éducation active	Russie	<a href="mailto:rusakova51@mail.ru">rusakova51@mail.ru</a>
12.	Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active du Sénégal (CEMEA Sénégal)	Sénégal	<a href="mailto:cemea.senegal@gmail.com">cemea.senegal@gmail.com</a>
13.	Coalition Éducation	France	<a href="mailto:hferrer@coalition-education.fr">hferrer@coalition-education.fr</a>
14.	Coalition Nationale pour l'Education Pour Tous du Burkina Faso	Burkina Faso	<a href="mailto:traoretahirou2005@yahoo.fr">traoretahirou2005@yahoo.fr</a>
15.	Coalition Nationale Togolaise pour l'Education Pour Tous	Togo	<a href="mailto:coalepttogo@yahoo.fr">coalepttogo@yahoo.fr</a>
16.	Coalition Nigérienne des Associations, Syndicats et ONG de Campagne EPT (ASO-EPT Niger)	Niger	<a href="mailto:asoeptniger@gmail.com">asoeptniger@gmail.com</a>
17.	Comité National de Développement des Réseaux pour l'Education en Afrique de l'Ouest (CNDREAO Sénégal)	Sénégal	<a href="mailto:info.cndreao@gmail.com">info.cndreao@gmail.com</a>
18.	CONAMEPT	Madagascar	<a href="mailto:conameptmada@gmail.com">conameptmada@gmail.com</a>
19.	CONCEPT	RDC	<a href="mailto:coneptrdc2011@gmail.com">coneptrdc2011@gmail.com</a>
20.	Conseil des Activités Educatives du Bénin (CAEB)	Bénin	<a href="mailto:caeb2007@yahoo.fr">caeb2007@yahoo.fr</a>
21.	Conseil National des ONG de Développement	RDC	<a href="mailto:cnongdrdc@gmail.com">cnongdrdc@gmail.com</a>
22.	Construisons Ensemble le Monde	RDC	<a href="mailto:gamolik@yahoo.fr">gamolik@yahoo.fr</a>
23.	CSFEF	International	<a href="mailto:president@csfef.org">president@csfef.org</a>
24.	Défense des enfants international Belgique	Belgique	<a href="mailto:bvankeirsbilck@defensedesenfants.be">bvankeirsbilck@defensedesenfants.be</a>
25.	Education Notre Vision (ONG ENVI)	Niger	<a href="mailto:ongenvi_2012@yahoo.com">ongenvi_2012@yahoo.com</a>

26.	Edugestion Cameroun	Cameroun	<a href="mailto:awoudasabine@yahoo.fr">awoudasabine@yahoo.fr</a>
27.	Fédération des Aroéven	France	<a href="mailto:v.duval@aroeven.fr">v.duval@aroeven.fr</a>
28.	Fédération des Syndicats Libres de l'Enseignement	Roumanie	<a href="mailto:augustul_leu7@yahoo.com">augustul_leu7@yahoo.com</a>
29.	FICEMEA	International	<a href="mailto:sonia.chebbi@cemea.asso.fr">sonia.chebbi@cemea.asso.fr</a>
30.	Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights	International	<a href="mailto:sylvain@globalinitiative-escr.org">sylvain@globalinitiative-escr.org</a>
31.	Graine de paix (AGP)	Algérie	<a href="mailto:aldjiafifi@yahoo.fr">aldjiafifi@yahoo.fr</a>
32.	Héritiers de la Justice	RDC	<a href="mailto:amwendelwa@heritiersdelajustice.org">amwendelwa@heritiersdelajustice.org</a>
33.	IDEF-Initiatives pour le Développement communautaire et la conservation de la Forêt	Côte d'Ivoire	<a href="mailto:tbakharry@gmail.com">tbakharry@gmail.com</a>
34.	Jeunesse et Emplois Verts pour une Economie Verte	Bénin	<a href="mailto:ongjevev@gmail.com">ongjevev@gmail.com</a>
35.	Maan promotion économique et culturelle des personnes risquant la précarité	Tunisie	<a href="mailto:dh1992fr@yahoo.fr">dh1992fr@yahoo.fr</a>
36.	Migrations Co-développement Alsace	France / Maroc	<a href="mailto:contact@mcda-asso.org">contact@mcda-asso.org</a>
37.	Miroir Vagabond	Belgique	<a href="mailto:p.navatte@miroirvagabond.be">p.navatte@miroirvagabond.be</a>
38.	Mouvement Anfass Démocratique	Maroc	<a href="mailto:contact@anfass.ma">contact@anfass.ma</a>
39.	Mouvement Associatif pour l'Education et l'Egalité des Chances	Comores	<a href="mailto:n.assoum@maeecha.org">n.assoum@maeecha.org</a>
40.	ONG Changement Social Bénin	Bénin	<a href="mailto:secretariat@csbenin.org">secretariat@csbenin.org</a>
41.	Plan International France	France	<a href="mailto:Michelle.perrot@plan-international.org">Michelle.perrot@plan-international.org</a>
42.	PROCEDH	Haïti	<a href="mailto:monabernadel@yahoo.fr">monabernadel@yahoo.fr</a>
43.	Réalisation Téléformation Animation	Belgique	<a href="mailto:jean.blairon@rta.be">jean.blairon@rta.be</a>
44.	Regroupement Education Pour Toutes et pour Tous	Haïti	<a href="mailto:wthelusmond@gmail.com">wthelusmond@gmail.com</a>
45.	Réseau des Acteurs de Développement de l'Éducation au Bénin (RADEB)	Bénin	<a href="mailto:ongradeb@yahoo.fr">ongradeb@yahoo.fr</a>
46.	Réseau des Organisations pour le Développement de l'Éducation au Burkina (RODEB)	Burkina Faso	<a href="mailto:cnrodeb@gmail.com">cnrodeb@gmail.com</a>
47.	Réseau Ivoirien pour la Promotion de l'Education Pour Tous (RIP- EPT)	Côte d'Ivoire	<a href="mailto:gneloupaul@yahoo.fr">gneloupaul@yahoo.fr</a> <a href="mailto:ahuijunior@yahoo.fr">ahuijunior@yahoo.fr</a>
48.	Réseau Nigérien pour le Développement de la Femme (RENIDEF)	Niger	<a href="mailto:renidef@yahoo.fr">renidef@yahoo.fr</a>
49.	Réseau Progrès et Développement Humanitaire du Niger REPRODEVH-NIGER	Niger	<a href="mailto:almoctar.illou@gmail.com">almoctar.illou@gmail.com</a>
50.	Réseau Wallon de lutte contre la Pauvreté (RWLP)	Belgique	<a href="mailto:christine.mahy@bapn.be">christine.mahy@bapn.be</a>
51.	Re-Sources Enfances	Belgique	<a href="mailto:re-sources.enfances@skynet.be">re-sources.enfances@skynet.be</a>

52.	Right to Education Project	International	<a href="mailto:delphine.dorsi@right-to-education.org">delphine.dorsi@right-to-education.org</a>
53.	SNESUP-FSU	France	<a href="mailto:herve.christofol@snesup.fr">herve.christofol@snesup.fr</a>
54.	Solidarité Laïque	France	<a href="mailto:jdacosta@solidarite-laïque.org">jdacosta@solidarite-laïque.org</a> <a href="mailto:ccoupez@solidarite-laïque.org">ccoupez@solidarite-laïque.org</a>
55.	SOLIDARITE-UNAFETPCI (Union Nationale des Formateurs de l'Enseignement Technique et Professionnel de Côte d'Ivoire) membre du RIP-EPT (réseau Ivoirien Pour la Promotion de l'Éducation Pour Tous)	Côte d'Ivoire	<a href="mailto:bensolidarite2003@yahoo.fr">bensolidarite2003@yahoo.fr</a> <a href="mailto:tanohben@yahoo.fr">tanohben@yahoo.fr</a> <a href="mailto:lemanitou1016@yahoo.fr">lemanitou1016@yahoo.fr</a>
56.	SYNAFEN NIGER	Niger	<a href="mailto:synafen@yahoo.fr">synafen@yahoo.fr</a>
57.	Syndicat alternatif et indépendant du personnel de l'Education de La Réunion 2	France	<a href="mailto:contact2d@saiper.net">contact2d@saiper.net</a>
58.	Tunisian Education and Research Network (TEARN)	Tunisie	<a href="mailto:hela.nafti@yahoo.fr">hela.nafti@yahoo.fr</a>